



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Gironde

Cahier des clauses administratives particulières CCAP – Commun à tous les lots

Travaux d'aménagements intérieurs du Nouveau Siège Social de la CPAM de la Gironde

**Marché n° 26-2025TR
MAPA**

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE - MODE DE PASSATION – TRAVAUX SIMILAIRES.....	6
1.1	Objet du marché de travaux	6
1.2	Mode de passation	6
1.3	Travaux Similaires	6
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 3	DEVOLUTION.....	7
3.1	Dévolution	7
3.2	Tranches	7
ARTICLE 4	DUREE DU MARCHE.....	7
ARTICLE 5	INTERVENANTS A L'ACTE DE CONSTRUIRE.....	8
ARTICLE 6	FORME DU PRIX ET CONDITIONS DE VARIATION	9
6.1	Forme du prix	9
6.2	Composition du prix	9
6.3	Modification des prix	10
6.4	Prix nouveaux - Travaux non prévus	10
6.5	Mois d'établissement des prix	11
ARTICLE 7	REVISION DES PRIX	11
7.1	Révision des prix	11
7.2	Clauses d'ajustement	11
7.3	Formules de variation	12
ARTICLE 8	DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTE GENERAL DEFINITIF	12
8.1	Décomptes mensuels	12
8.2	Projet de décompte final	13
8.3	Décompte général et définitif	14
ARTICLE 9	AVANCES.....	14
9.1	Conditions de l'avance	14
9.2	En cas de sous-traitance	15
9.3	Conditions de remboursement des avances	15
ARTICLE 10	DELAIS DE PAIEMENT	15
ARTICLE 11	NANTISSEMENT - CESSION DE CREANCES	17
11.1	Conditions	17
11.2	Notification	17
11.3	Sous-traitance	17
ARTICLE 12	RETENUE DE GARANTIE	18

12.1	Conditions générales	18
12.2	Substitution de garantie	18
12.3	Remboursement de la retenue de garantie	18
ARTICLE 13	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	20
13.1	Tri des déchets	20
13.2	Choix des matériaux	20
13.3	Transport et Logistique	21
13.4	Transmission du BEGES	21
ARTICLE 14	CLAUSE SOCIALE	21
14.1	CONDITION D'EXECUTION RELATIVE A L'INSERTION DE PERSONNES ELOIGNEES DE L'EMPLOI	21
14.2	Nombre d'heures d'insertion	21
14.3	Reprise de personnel :	22
14.4	Public éligible aux heures d'insertion	22
14.5	Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle	23
14.6	Coordonnées du facilitateur	23
14.7	Globalisation des heures d'insertion	24
14.8	Suivi et contrôle de l'action d'insertion	24
14.9	Difficultés d'exécution	25
14.10	Clause RGPD relative au suivi et contrôle de l'action d'insertion	25
ARTICLE 15	ORDRE DE SERVICE	26
ARTICLE 16	SOUS-TRAITANCE	26
16.1	Conditions générales	26
16.2	Modalités d'acceptation	27
16.3	Paieement direct du sous-traitant de premier rang ou direct	27
16.4	Modalités de paiement direct / Liquidation de la TVA (Article 283-2 nonies du Code général des impôts)	28
16.5	Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement.	29
ARTICLE 17	DELAIS D'EXECUTION.....	29
17.1	Durée du chantier	29
17.2	Calendrier prévisionnel d'exécution	29
17.3	Calendrier détaillé d'exécution	31
ARTICLE 18	PENALITES DE RETARD.....	31
18.1	Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux	32
18.2	Pénalités spéciales	32
18.3	Autres pénalités	33
18.4	Pénalités pour non-respect des engagements d'insertion	34
ARTICLE 19	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	34

ARTICLE 20	SPECIFICATIONS TECHNIQUES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGES DES MATERIAUX ET PRODUITS	34
ARTICLE 21	PERCEMENTS ET SCELLEMENTS.....	35
ARTICLE 22	PERIODE DE PREPARATION PREALABLE A L'EXECUTION DES TRAVAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES	35
22.1	Période de préparation	35
22.2	Coordination des travaux	36
22.3	Plans d'exécution – Notes de calculs et études de détail	36
22.4	Implantation des ouvrages	36
22.5	Propriété industrielle et commerciale	36
ARTICLE 23	ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER	36
23.1	Conditions générales	36
23.2	Nettoyage du chantier	37
23.3	Dépenses de consommation	37
23.4	Sécurité et hygiène	37
ARTICLE 24	CONTROLE DES TRAVAUX	38
ARTICLE 25	AUGMENTATION DES TRAVAUX	39
ARTICLE 26	RECEPTION DES OUVRAGES OU TRAVAUX	40
ARTICLE 27	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION (DOE)	41
ARTICLE 28	GARANTIES.....	41
28.1	Durée de garantie de parfait achèvement	41
28.2	Durée de garantie de bon fonctionnement	42
28.3	Garantie décennale	42
28.4	Garanties particulières :	42
ARTICLE 29	ASSURANCES	42
ARTICLE 30	AUTRES PIECES A PRODUIRE	43
ARTICLE 31	RESILIATION	43
31.1	Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité	43
31.2	Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité	44
31.3	Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure	44
31.4	Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure	44
ARTICLE 32	MESURES COERCITIVES.....	44
ARTICLE 33	AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX	45
ARTICLE 34	REGLEMENT DES LITIGES.....	45

ARTICLE 35	CONFIDENTIALITE	45
ARTICLE 36	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	45

TITRE I - Stipulations générales

Article 1 OBJET DU MARCHÉ - MODE DE PASSATION – TRAVAUX SIMILAIRES

1.1 Objet du marché de travaux

Le présent marché public a pour objet les travaux d'aménagement du Nouveau Siège de la CPAM de la Gironde. Le descriptif des prestations à exécuter est détaillé dans les CCTP de chaque lot.

Le marché fait l'objet d'une clause à caractère social dont les modalités sont reprises à l'article 14 du CCAP.

1.2 Mode de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L.2122-1 et R.2123-1 1° et R.2172-2 du code de la commande publique, et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

1.3 Travaux Similaires

L'organisme se réserve le droit de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Au terme de cette procédure, la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiés sous réserve toutefois que cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article.

Article 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, il est établi l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant ¹:

- 1° L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe inhérente au sous-traitant proposé et ayant été accepté par le pouvoir adjudicateur.
 - Les Décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) propres à chaque lot.
- 2° Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) applicable à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n° 1 au CCAP : Acte contractuel de confidentialité.
 - Annexe n°2 au CCAP : Livret PSSI
 - Annexe n°3 au CCAP : Mesure de prévention
- 3° Le CCTP commun à tous les lots et un CCTP pour chaque lot et toutes les pièces graphiques et notamment les plans, dessins, annexes et autres planches techniques dont la liste est exhaustivement énumérée au CCTP ; Planning prévisionnel ajusté le cas échéant, le règlement de chantier;
- 4° Plan général de coordination (PGC)
- 5° Rapport initial du Contrôleur Technique (RICT)
- 6° Le CCAG Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP ;

¹ Il est rappelé que le présent marché est soumis en tant que marché public à l'arrêté du 16 juin 2008 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale et au décret n° 2016-360 et de l'ordonnance n°2015-899.

- 7° Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus ;
- 8° Le mémoire technique du candidat remis avec son offre ;
- 9° Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG applicable aux marchés de travaux est réputé parfaitement connu des parties.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Article 3 DEVOLUTION

3.1 Dévolution

La présente opération est dévolue en lots séparés, au sens des articles L213-10 à 11 du code de la commande publique selon la décomposition suivante :

N° DU LOT	INTITULE DU LOT
01	Installation Chantier
02	Plâterie
03	Menuiserie intérieure et Plancher technique
04	Cloison amovible et Mur mobile
05	Faux-plafond et Acoustique
06	Revêtements de Sols souples
07	Revêtements muraux et Peinture
08	Agencements
09	Electricité
10	CVC et Plomberie

Chaque lot séparé constitue un contrat à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct engageant respectivement chacun des cocontractants envers le pouvoir adjudicateur.

3.2 Tranches

Sans objet

Article 4 DUREE DU MARCHE

La durée du marché cours à compter de la **notification du marché** et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'objectif de début des travaux est fixé au 1 janvier 2026.

L'objectif est un achèvement des travaux au 30 août 2026, soit une durée d'exécution de 7,5 mois.

La levée des réserves peut se faire en fonction du planning prévisionnel validé par le MOA conformément aux dispositions du CCAG-Travaux.

Le présent marché ne fera pas l'objet de reconduction.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 28 du CCAP.

Article 5 INTERVENANTS A L'ACTE DE CONSTRUIRE

Les intervenants à l'acte de construire sont :

- > Le pouvoir adjudicateur agissant en qualité de maître de l'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 dite loi MOP dont les coordonnées suivent :

Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Place de l'Europe – 33085 Bordeaux cedex
Monsieur Philippe Claussin - Directeur

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Maxime CORBERES

Coordonnateur de projet – Programme immobilier

Maxime.corberes@assurance-maladie.fr

- Le maître d'œuvre dont les coordonnées suivent :

Equipe de maîtrise d'œuvre titulaire du marché

Nom membre du groupement	Prestations exécutée par le membre du groupement	Nom et prénom du Signataire
KARDHAM	OPL, ACT, DET, AOR, OPR, Renforcement OPC, ing transfert, Mobiliers	Frédéric Miquel
EMACOUSTIC	Acoustique	Emeric BOUSSELY

- > Le(s) entrepreneur(s) », qui seront désignés, à l'issue de la procédure de passation, comme attributaire (s) dans le cadre du présent marché
- > Le contrôleur technique dont les coordonnées suivent :

SOCOTEC
Madame COSTA Agathe
06 07 25 53 96 costa@socotec.com

- > Le Coordonnateur SPS dont les coordonnées suivent :
DEKRA INDUSTRIAL SAS
0619950716
Mathieu SCUTARI mathieu.scutari@dekra.com

TITRE II - Conditions financières du marché

Article 6 FORME DU PRIX ET CONDITIONS DE VARIATION

6.1 Forme du prix

Conformément à l'article 2 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix forfaitaires, définitifs et :

- ☐ fermes actualisables
☒ révisables

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Il en est ainsi tant pour le prix en solution de base, que pour les prix des options que pour les prix des variantes proposées, ainsi que pour les tranches optionnelles.

6.2 Composition du prix

De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés ² sont réputés comprendre tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment:

- les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- les piquetages ;
- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;
- les frais d'essais ;
- les droits de brevet éventuels ;
- la participation aux dépenses communes ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au Maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

² Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

La décomposition du prix forfaitaire a **valeur contractuelle**. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

Il est spécifié que toute erreur ou omission dans les quantités, dans les prix unitaires, dans les produits partiels ou totaux, ne pourra en aucun cas justifier une modification du montant forfaitaire du marché.

Dans le cas où un ouvrage figurerait sur les pièces graphiques, mais aurait été omis au CCTP et inversement, il appartient à l'entrepreneur de demander au maître d'ouvrage tous les renseignements nécessaires à son complet chiffrage. Dans ce cas de figure, l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation ou de description, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

6.3 Modification des prix

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changements réalisés à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations³.

6.4 Prix nouveaux - Travaux non prévus

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 14 du CCAG. ⁴

Les prix nouveaux sont forfaitaires et sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois d'établissement de ces prix.

Lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, par application de l'article 15.3 ou de l'article 16.1 du CCAG.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, en particulier, lorsque les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Un ordre de service notifié au titulaire des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Ces prix provisoires sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG-Travaux, pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires, si dans un délai de quinze (15) jours francs suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque la personne signataire du marché et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

³ De même, ne sont pas compris dans le prix forfaitaire initial, les prestations supplémentaires qui résulteraient de sujétions techniques imprévisibles ou les conséquences financières d'aléas d'ordre économique ouvrant droit soit au paiement des prestations supplémentaires rendues nécessaires à la poursuite de l'exécution des travaux et à l'achèvement de l'ouvrage, soit au versement d'une indemnité visant à garantir le droit de l'entrepreneur à l'équilibre du contrat.

⁴ Il s'agit de travaux supplémentaires pour lesquels aucun prix n'a été prévu dans le marché et dont la réalisation ou la modification sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage. Ils sont décidés par ordre de service.

6.5 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

Pour le présent marché, le mois M0 est le mois de la remise des offres tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

Article 7 REVISION DES PRIX

7.1 Révision des prix

En application de l'article R.2112-13 du code de la commande publique, les prix des marchés révisibles seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule prévue au présent article, avec partie fixe de 15%.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times C_n$$

dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

Cn = Coefficient de révision, obtenu au moyen de la formule suivante :

$$C_n = [0,15 + 0,85 \times (Z)]$$

dans laquelle :

0,15 = Partie fixe

0,85 = Partie variable

Z = formule de variation, obtenue au moyen de la formule suivante :

$$Z = \frac{a}{I_o} + \frac{b}{I'_o} + \frac{c}{I''_o} + \dots$$

dans laquelle :

a, b, c, ... = Pourcentages des travaux affectés des index Bâtiments respectifs I, I', I'', ... et tels que : a + b + c + ... = 1

I, I', I'', ... = index Bâtiment ou TP du mois de référence des parts de travaux respectives a, b, c, ...

I_o, I'_o, I''_o, ... = index Bâtiment ou TP du mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG, le coefficient de révision Cn sera arrondi au millième supérieur lorsque la quatrième décimale sera égale ou supérieure à 5, et au millième inférieur dans le cas contraire.

Lots où plusieurs index sont utilisés (lot 10) : $C_n = 0.15 + 0.85[Z_1(I_n/I_o) + \dots + Z_n(I'_n/I'_o)]$

- dans laquelle I_o, I'_o et I_n, I'_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement au mois zéro (mois de remise des offres) et au mois n, Z₁, ..., Z_n étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

7.2 Clauses d'ajustement

Conformément à l'article R.2112-14 du code de la commande publique, pour les marchés de travaux d'une durée d'exécution supérieure à trois (3) mois qui nécessitent, pour leur réalisation, le recours à une part importante de fournitures dont le prix est directement affecté par les fluctuations des cours mondiaux, une clause de révision de prix incluant une référence aux indices officiels de fixation de ces cours sera fixée.

7.3 Formules de variation

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index. Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou INSEE.

Les index de référence seront :

N° DU LOT	INTITULE DU LOT	INDEX
01	Installation Chantier	BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
02	Plâterie	BT08- Plâtre et préfabriqués – Base 2010
03	Menuiserie intérieur et Plancher technique	BT18a - Menuiserie intérieure - Base 2010
04	Cloison amovible et Mur mobile	BT18a - Menuiserie intérieure - Base 2010
05	Faux-plafond et Acoustique	BT08- Plâtre et préfabriqués – Base 2010
06	Sols souples	BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010
07	Revêtements muraux et Peinture	BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
08	Agencements	BT18a - Menuiserie intérieure - Base 2010
09	Electricité	BT 47 – Electricité – Base 2010
10	CVC et Plomberie	BT41 – Ventilation et conditionnement d'air – Base 2010

Article 8 DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTE GENERAL DEFINITIF

8.1 Décomptes mensuels⁵

Au cours des travaux, le maître d'ouvrage doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter du dernier jour du mois, objet du projet de décompte considéré. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'ouvrage détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

⁵ Il est bien précisé, conformément à l'article 13.2.3 du CCAG, que les montants figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas le caractère de paiement définitif.

Le délai de vérification, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **sept (7) jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise du MOE.

En cas de retard dans la production du projet de décompte mensuel, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 15.2.2 du présent CCAP.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

8.2 Projet de décompte final

Par dérogation de l'article 13.3 du CCAG, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis au maître d'ouvrage à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence.

Par dérogation de l'article 13.3.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT :

Travaux non exécutés HT :
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire) (1)

Ensemble base marché HT :

Actualisation ou révision des prix sur travaux réellement exécutés :
(index ou indices parus officiellement) (1)

TOTAL HT :

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT :
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire) (1)

Actualisation ou révision des prix sur travaux en plus en valeur marché HT :
(index ou indices parus officiellement) (1)

Travaux en plus, valeur exécution HT :
(sur justification) (1)

TOTAL HT :

TOTAL GENERAL HT :

PENALITES suivant CCAP :

RESTE :

TVA :

TOTAL GENERAL TTC :

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le maître d'ouvrage devient le décompte final (avec date, signature et cachet du maître d'ouvrage) et est transmis à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché, dans un délai de **dix (10) jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de **dix (10) jours calendaires** sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le décompte général sera établi par le maître d'ouvrage conformément à l'article 13.4 du CCAG dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG, le décompte général signé par la personne signataire du marché sera notifié à l'entrepreneur dans un délai de trois (3) mois à compter de l'établissement du décompte final.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable à l'entrepreneur, le délai de trois (3) mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

8.3 Décompte général et définitif

Le décompte général accepté par l'entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Il est dérogé à l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux en ce que seule une notification du représentant du pouvoir adjudicateur validera le décompte général qui ne pourra pas devenir le décompte général définitif de manière tacite après l'expiration d'un certain délai.

Article 9 AVANCES

9.1 Conditions de l'avance

Conformément aux articles R.2191-3 à 5 du code de la commande Publique, le cocontractant aura droit à une avance égale à 5% si le montant du marché initial est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux (2) mois.

Si la durée du marché ou de la tranche affermie est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

De la même manière, conformément à l'article R 2191-4 du code de la commande publique, une avance de 5% pour les marchés de travaux ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés ci-dessus pourra être versée au cocontractant sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des travaux.

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :

- ❖ le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article A.10.1 du CCAG-Travaux
- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
- ❖ à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

9.2 En cas de sous-traitance

Une avance de 5% est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.⁶

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R.2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

9.3 Conditions de remboursement des avances

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché OU de la tranche. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché OU de la tranche.

Article 10 DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'ouvrage ni par l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché.

⁶ Une telle demande est constituée lorsqu'elle apparaît dans les conditions de paiement prévues à l'acte spécial agréées par le pouvoir adjudicateur.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître d'ouvrage.**

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit (8) points de pourcentage.

Article 11 NANTISSEMENT - CESSION DE CREANCES ⁷

11.1 Conditions

En cas de cession ou de nantissement, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

11.2 Notification

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R.313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues⁸.

11.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis. ⁹

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le pouvoir adjudicateur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article 137 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

⁷ La cession et le nantissement sont régis par les articles 127 à 131 du décret relatif aux marchés publics.

⁸ Les bénéficiaires de la cession jouissent, sur leur demande, des droits d'information prévus à l'article 130 du décret relatif aux marchés publics.

⁹ Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant.

Article 12 RETENUE DE GARANTIE ¹⁰

12.1 Conditions générales

Conformément aux articles L 2191-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13) sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

L'organisme impose au titulaire La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une « garantie à première demande »¹¹, et ce, pendant toute la durée du marché conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à 42 du code de la commande publique. Cette « garantie à première demande » doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants.

Il est ici précisé que, conformément à l'article R.2191-36 du code de la commande publique, **l'organisme n'accepte pas la caution personnelle et solidaire en substitution de la retenue de garantie. Seule une garantie à première demande pourra être présentée par le titulaire.**

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.¹²

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

12.2 Substitution de garantie

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

12.3 Remboursement de la retenue de garantie

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

¹⁰ La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux actées dans un procès-verbal ainsi que les désordres déclarés pendant la durée de garantie de parfait achèvement, sous réserve que ces désordres n'aient pas eu un caractère apparent au moment des opérations de réception ou que les conséquences de ces désordres n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

¹¹ Le montant de la garantie à première demande, ne peut être supérieur à celui de la garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

¹² Dans tous les cas, la personne signataire du marché peut refuser l'organisme qui apporte sa garantie.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

TITRE III - Conditions d'exécution du marché

Article 13 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, l'ensemble du marché, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Celles-ci sont précisées à l'article 18 du CCTP.

13.1 Tri des déchets

Conformément à l'article L 541-21-2 du code de l'environnement, les entreprises de travaux prendront l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets à respecter.

Plus particulièrement l'Entreprise de travaux :

- déposera sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, plastiques rigides, PVC, menuiseries vitrées, inertes, etc...) en s'appuyant sur les consignes de tri de l'organisme coordonnateur agréé pour le bâtiment (OCAB) ;
- contractualisera avec un gestionnaire de déchets référencé par un éco-organisme (Valobat ou équivalent) pour bénéficier de la prise en charge des coûts de traitement des déchets triés ;
- déclarera le chantier à un éco-organisme (Valobat ou équivalent) en détaillant les informations demandées et en précisant à l'éco-organisme le gestionnaire de déchets référencé ;
- prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés. »

Un bordereau de suivi des déchets (BSD) devra être fourni pour chaque flux (bois, plâtre, métaux, plastiques, déchets dangereux, etc.).

Le titulaire désignera un référent environnement chargé de la mise en œuvre et du suivi des engagements.

Un rapport environnemental de fin de chantier devra être remis, incluant :

- les quantités de déchets produits et valorisés,
- les matériaux biosourcés ou recyclés utilisés,
- les actions mises en œuvre pour réduire l'impact environnemental

13.2 Choix des matériaux

Dans le choix des produits de construction, la maîtrise d'œuvre privilégiera les produits de construction conformes à la classe A+ de l'étiquetage obligatoire des produits de constructions. »

Le titulaire privilégiera les matériaux :

- issus du réemploi ou du recyclage,
- certifiés (FSC, PEFC pour le bois ; Ecolabel, etc.),
- à faible émission de COV (classe A+),
- produits localement (rayon ≤ 250 km) pour limiter l'empreinte carbone liée au transport.

Une fiche de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) ou une déclaration environnementale produit (DEP) devra être fournie pour les matériaux principaux.

13.3 Transport et Logistique

Le titulaire devra optimiser les livraisons pour réduire les trajets à vide et mutualiser les transports entre lots lorsque possible.

Les véhicules utilisés devront respecter au minimum la norme Euro 6 ou être à faibles émissions (GNV, électrique, etc.).

13.4 Transmission du BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 300€ HT est appliquée par jour de retard

Article 14 CLAUSE SOCIALE

14.1 CONDITION D'EXECUTION RELATIVE A L'INSERTION DE PERSONNES ELOIGNEES DE L'EMPLOI

14.1.1 Principes

La CPAM Gironde, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause sociale d'insertion dans l'exécution du marché.

Cette clause est applicable pour l'ensemble des lots et se réfère aux conditions d'applications prévues par l'article 16.1 (Clause d'insertion sociale) du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services défini par l'Arrêté du 30 mars 2021 et ci-après dénommé CCAG-FCS.

14.2 Nombre d'heures d'insertion

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion ci-après. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Les objectifs initiaux d'heures d'insertion à réaliser sont les suivants :

N° du lot	Intitulé du lot	Heures insertion à réaliser
03	Menuiserie intérieur et Plancher technique	70
04	Cloison amovible et Mur mobile	420
05	Faux-plafond et Acoustique	105
06	Revêtement Sols souples	35
07	Revêtements muraux et Peinture	105
09	Electricité	175
10	CVC et Plomberie	315

14.3 Reprise de personnel :

L'entreprise attributaire est en possession de la liste du personnel repris au bout d'un mois. L'entreprise fournie alors au facilitateur (voir article 6.5) le % de personnes reprises.

Le montant des heures d'insertion à réaliser sera alors calculé sur cette base :

$$\begin{aligned} & \text{Montant HT notifié} \times \% \text{ de salarié non transféré} \times 80\% \text{ (part de main d'œuvre)} \\ & / 20 \text{ euros (salaire horaire chargé)} \times 10\% \text{ (part dédié à l'insertion)} \\ & = \text{engagement d'insertion en heures} \end{aligned}$$

14.4 Public éligible aux heures d'insertion

Conformément à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS, les différents statuts des personnes éligibles pour l'exécution de la clause d'insertion sont :

1. Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du Code du travail, c'est-à-dire mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI);
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ);
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail orienté en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ou diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la CPAM Gironde éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

14.5 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer librement selon les trois modalités mentionnées à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise Titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. Cette mission peut également être confiée, le cas échéant, à un facilitateur identifié dans les documents particuliers du marché.

14.6 Coordonnées du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur. Pour la mise en œuvre et le suivi de cette clause sociale, l'assistant à la maîtrise d'œuvre (AMO) insertion, désigné « Facilitateur » est :



> **Jessica MARCELINE**

Facilitatrice Clauses d'Insertion

05 57 78 17 88

j.marceline@maison-emploi-bordeaux.fr

Immeuble Arc-en-ciel - 127 Avenue Émile Counord - 33300 Bordeaux

créatrice de liens

maison-emploi-bor



Conformément à l'article 16.1.4.1 du CCAG, dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment d'accompagner le Titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.), d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du Titulaire, d'organiser le suivi des publics et de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du Titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

14.7 Globalisation des heures d'insertion

En application de l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, si, dans un même bassin d'emploi, le Titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le Titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du Titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés pour un même acheteur.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. La demande peut être déclarée recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et qu'elle recueille l'accord de l'acheteur.

14.8 Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le Titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur ;
- À l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le Titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 3 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion font l'objet d'une communication tous les 6 mois.

Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. ».

NB : Cette liste doit être traitée en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Les autres clauses du CCAG-FCS sur le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion (bilans) et les difficultés d'exécution sont applicables.

14.9 Difficultés d'exécution

Le Titulaire notifie à la CPAM Gironde toute difficulté pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la CPAM Gironde et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, le concessionnaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'autorité concédante annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

14.10 Clause RGPD relative au suivi et contrôle de l'action d'insertion

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion sera confiée à Maison de l'Emploi et de l'Entreprise à Bordeaux.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel « Clause » développé par la société la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

La Maison de l'Emploi et de l'entreprise de Bordeaux est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1er jour de la mise en poste de la personne et 24 mois après la fin de la période concernée.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, la Maison de l'Emploi et de l'entreprise de Bordeaux met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le Titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service de la Maison de l'Emploi et de l'entreprise de Bordeaux et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et la Maison de l'Emploi et de l'entreprise de Bordeaux s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du Titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le Titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le Titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Titulaire peut exercer ses droits en contactant le délégué à la protection des données par mél à : contact@maison-emploi-bordeaux.fr ou par courrier : Maison de l'Emploi de Bordeaux, 127 avenue Emile Counord, 33300 Bordeaux.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Article 15 ORDRE DE SERVICE

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du maître d'ouvrage, conformément aux ordres de services émanant du maître d'ouvrage, plans et dossiers remis.

Le démarrage général des travaux sera notifié par le pouvoir adjudicateur. Il sera porté à la connaissance des titulaires de tous les lots.

Chaque lot fera ensuite l'objet d'un ordre de service spécifique de démarrage des travaux émis par le maître d'ouvrage.

L'article 3.8 du CCAG travaux sera appliqué.

Article 16 SOUS-TRAITANCE¹³

16.1 Conditions générales

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur¹⁴.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

¹³ Toute demande de sous-traitance sera traitée dans les conditions légales définies notamment par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et par le code des marchés publics notamment les articles 113 à 137 du décret relatif aux marchés publics.

¹⁴ Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant ¹⁵ et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L.8271-1-1 du Code du travail.

16.2 Modalités d'acceptation

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1) Une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

2) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le titulaire doit établir dans les conditions visées à l'article 10 du CCAP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 1/1000 du montant du marché. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

16.3 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC¹⁶.

¹⁵ Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs »

¹⁶ Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante¹⁷. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

16.4 Modalités de paiement direct / Liquidation de la TVA (Article 283-2 nonies du Code général des impôts)

Depuis le 1^{er} janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire l'entrepreneur titulaire du marché.

L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « auto-liquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujéti.

L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

¹⁷ La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le titulaire du marché. **Toute facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur est irrégulière.**

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

16.5 Intervention d'un sous-traitant indirect¹⁸ dans l'exécution des travaux et modalités de paiement.

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant à l'opération.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 13.2 du présent CCAP.

Article 17 DELAIS D'EXECUTION

17.1 Durée du chantier

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou délai global de l'opération de travaux, tel que fixé dans l'Acte d'engagement (AE) par le maître d'ouvrage est de **7,5 mois (voir détails et contraintes dans article 2.3 du CCTP)**.

Le calendrier prévisionnel des travaux est annexé au présent marché et devra être respecté.

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du maître d'ouvrage notifiant le démarrage des travaux, lequel devra tenir compte de la période de préparation fixée à l'article 19.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après.

Par dérogation à l'article 10.4.4 alinéa 5 du CCAG-Travaux, si les travaux ne sont pas achevés à l'expiration du délai d'exécution propre à chaque lot fixé par le marché, par la faute de l'entreprise, la valeur finale de l'index, pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, est appréciée au plus tard soit à la date contractuelle de réalisation des prestations soit à la date de leur réalisation réelle, si celle-ci est antérieure.

17.2 Calendrier prévisionnel d'exécution

¹⁸ *Le sous-traitant indirect est le sous-traitant du sous-traitant, et ainsi de suite.*

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

17.3 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'ouvrage avec les entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux cité supra. Les entreprises doivent remettre l'ensemble des renseignements demandés par le maître d'ouvrage dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires après la date de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont le marché fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par le maître d'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service du maître d'ouvrage.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2.2 et 19.2.3 alinéa 1 du CCAG travaux et des dispositions ci-après.

Le calendrier modifié doit être approuvé et signé par tous les titulaires du marché. Il est notifié à tous les entrepreneurs par décision du maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement comprend les périodes de congés payés.

Toute prolongation du délai global d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître de l'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour retard dans la notification du démarrage des travaux.

Toute prolongation du délai global d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître de l'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié au titulaire.

Sous réserve des stipulations qui précèdent, il sera fait application des dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux en matière de délai.

Article 18 PENALITES DE RETARD

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées pour chacun des lots au regard du délai d'exécution qui lui est propre tel que fixé au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent marché. Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard. Ne sont pas fautifs, notamment, les retards consécutifs, c'est-à-dire les retards du titulaire d'un lot dont le démarrage des travaux n'a pas pu commencer en raison du retard fautif du titulaire d'un autre lot.

18.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris), une pénalité de 1/500^{ème} du montant du lot, éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

La répartition des retards constatés entre les différents lots concernés est effectuée par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au maître d'ouvrage et à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Des retenues provisoires de retard fixées à : **500€ HT par jour**, seront appliquées par rapport aux délais de chaque lot si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, (remise de tout document) ...

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution du lot considéré, fixé au calendrier détaillé a été respectée.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

18.2 Pénalités spéciales

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier et dans le cadre de retard dans la remise des projets de décomptes dans les conditions qui suivent.

15.2.1 – Pénalités en cas d'absence aux rendez-vous de chantier

Les **rendez-vous de chantier** auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'ouvrage.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra frapper d'une pénalité de **150 € HT par absence**.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'ouvrage sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le Maître d'ouvrage où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

15.2.2 - Pénalités pour retard dans la remise des situations mensuelles et décomptes définitifs

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour les décomptes mensuels, **un deux-millième** (1/2 000^{ème}) de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent ;
- pour le décompte définitif : **un dix-millième** (1/10 000^{ème}) du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

De plus, en application de l'article 13.3.2 du CCAG, le décompte définitif pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le maître d'ouvrage aux frais de l'entrepreneur.

18.3 Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées par le maître d'ouvrage et sous sa responsabilité dans le cas suivants :

- > Retard dans l'installation du chantier : **750 € HT par jour calendaire.**
- > Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, etc.) : **120 € HT par document et par jour calendaire.**
- > Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix (devis) des ouvrages non prévus : **120 € HT par jour calendaire.**
- > Retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et de matériels de construction : **120 € HT par jour calendaire.**
- > Retard dans le nettoyage du chantier : **150 € HT par jour calendaire et par infraction constatée.**
- > Absence à une réunion d'étude et de coordination, visite de chantier : **80 € HT par jour calendaire.**
- > Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier : **150 € HT par infraction constatée et par jour franc.**
- > Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution: **150 € HT par jour calendaire.** Cette pénalité est applicable également pour la non-remise des documents au coordonnateur santé sécurité ainsi qu'au contrôleur technique.

Dans le cas où la pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **1 500 € HT pour chaque infraction constatée** ceci nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG-Travaux

>Déclaration tardive d'un sous-traitant :

En cas de déclaration tardive des sous-traitants, qui serait à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux, l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer d'un **coefficient 1/1000^{ème}**. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le maître de l'ouvrage adressera alors au titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision.

- > Nettoyage de chantier commun à plusieurs entreprises : Dans les cas où plusieurs entreprises tenteraient de se soustraire à l'obligation de nettoyage (enlèvements de leurs gravats, déchets, etc..), le maître de l'ouvrage, après constat du maître d'œuvre indiqué sur le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous huit (8) jours, fera procéder lui-même par une entreprise spécialisée au nettoyage de chantier aux frais et risques et périls des entreprises responsables.

La pénalité appliquée sera répartie en part égale entre les entreprises responsables des désordres et correspondra au montant de la rémunération de l'entreprise de nettoyage.

- > En cas de dépassement du délai contractuel dans la levée des réserves : **400 € HT / jour calendaire de retard** ;
- > Dégradation, salissure constatées sur les ouvrages finis (moquettes, faux plafond, cloisons, carrelage, etc..) : **200€ HT par infraction sur simple constat du MOA** et possibilité de demander une reprise de l'élément dégradé au frais de l'entreprise.
- > Défaut d'encadrement de l'entreprise titulaire ou non-respect des consignes écrites (CR réunion de chantier ou autre) : 200€ HT sur simple constat du MOE et du MOA.
- > Non-respect de la clause environnementale (article 13 du CCAP) : 1 000€ HT par infraction constatée
- > le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé, le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché : **300€ HT par jour calendaire de retard**

18.4 Pénalités pour non-respect des engagements d'insertion

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16 du CCAP et à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS sont les suivantes

Manquements constatés	Pénalités
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	30 € HT par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion	100 € HT
Non transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 € HT

Article 19 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues supra.

Article 20 SPECIFICATIONS TECHNIQUES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Conformément aux articles R 2111-7 à 11 du code de la commande publique, les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

A titre complémentaire, il sera fait application des articles 21 à 26 du CCAG Travaux.

Article 21 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

Chaque entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études techniques) ainsi que dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP. Les scellements et les raccords restent dans tous les cas aux frais de chaque entrepreneur.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

De même, si un entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les entrepreneurs responsables des travaux de béton armé, précontraint ou charpente métallique.

En cas de désaccord ou de litiges entre deux ou plusieurs corps d'état, il sera fait référence au cahier de délimitation des prestations afin de déterminer les tâches et responsabilités des corps d'état concernés.

Article 22 PERIODE DE PREPARATION PREALABLE A L'EXECUTION DES TRAVAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

22.1 Période de préparation

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation incluse dans le délai global d'exécution. Sa durée est d'**une semaine**.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître d'ouvrage en liaison avec les entreprises :

- établissement, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution qui devra être présenté sous la forme d'un « calendrier à barres » ;
- la fixation des dates de remise des études techniques ;
- l'organisation du chantier.

Par les soins de l'entrepreneur, en liaison avec le maître d'ouvrage :

- établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux (dans les 15 jours calendaires maximum suivant la date de démarrage de la période de préparation) avec effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux. Participation avec l'OPC aux réunions de mise au point du calendrier détaillé,
- projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus aux articles 28.2.1 alinéa 1 et 28.2.2 du CCAG ;

- établissement et remise au maître d'ouvrage des plans d'exécution, liste des matériaux et matériels pressentis, échantillons, prototypes, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux;
- établissement du ou des plans de réservations ;
- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitants).
- Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de quinze (15) jours à compter du début de la période de préparation.
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier
- Désignation du personnel affecté à la cellule de synthèse

22.2 Coordination des travaux

La coordination sera assurée par le maître d'ouvrage dans les conditions suivantes :

- Réunions préalables au chantier
- Réunions de chantier 1 fois par semaine
- Réunion préalable à la réception

22.3 Plans d'exécution – Notes de calculs et études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au **maître d'ouvrage**. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **ou dix (10) jours** après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 4 du présent CCAP.

Chaque entrepreneur est chargé des plans d'exécution de ses ouvrages.

22.4 Implantation des ouvrages

Se reporter au CCTP.

A défaut, il sera fait application du CCAG-Travaux en son article 27.

22.5 Propriété industrielle et commerciale

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG, c'est l'entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce ; même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

Article 23 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER

23.1 Conditions générales

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du Code du travail et du Code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de notification du marché par le maître d'ouvrage, conformément au décret d'application n° 94-1159 du 26/12/94 :

- le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq (5) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

23.2 Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ;

Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'ouvrage.

Il n'est pas prévu de benne de chantier. Chaque entreprise devra prévoir l'enlèvement journalier de ses déchets.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois. Les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront supportés à l'ensemble des entreprises étant intervenues sur le chantier.

23.3 Dépenses de consommation

Les consommations en eau et en électricité sont à la charge du maître d'ouvrage.

En revanche, la fourniture et l'installation des coffrets de chantier électriques sont à la charge du lot n° 09 « Electricité ».

23.4 Sécurité et hygiène

Sous réserve des dispositions qui suivent, il sera fait application de l'article 31.4 du CCAG-Travaux.

► **Locaux pour le personnel :**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

► **Coordination en matière de sécurité :**

L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L.4531-1 et s. du Code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le maître de l'ouvrage selon les règles prévues au décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R.4532-10 et R.4532-61 et suivants du Code du travail.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

Sous réserve que l'opération de travaux objet du présent marché y soit soumise (article R.4532-42 et suivants du Code du travail), il est joint un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au dossier d'appel d'offres.

► **PPSPS :**

Les entreprises intervenantes devront établir le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R.4532-63 à R.4532-68 du Code du travail.

Article 24 CONTROLE DES TRAVAUX

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur seront supportés par l'entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications dans les conditions fixées par l'AQC, l'Agence Qualité Construction (AQC) qui pilote la mise à jour des modèles d'autocontrôle publiés en 2014.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique n° 2 (octobre 1998)¹⁹ qui devront être envoyés pour examen au Bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Article 25 AUGMENTATION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG Travaux, lorsque la masse (montant) des travaux exécutés atteint la masse (montant) initiale (contractuelle), l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par la personne responsable du marché (le représentant du pouvoir adjudicateur).

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale (montant contractuel). L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage, un (1) mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'ordre de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale (montant contractuel), s'il est donné, doit être notifié dix (10) jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale (montant contractuel) ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'ouvrage, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

Constitue une décision de poursuivre, l'acte unilatéral pris par le pouvoir adjudicateur qui a pour seul objet de permettre l'exécution des prestations au-delà d'un montant initialement prévu par le marché et jusqu'au montant qu'elle fixe (sans bouleverser l'économie du marché).

¹⁹ Voir Moniteur du 17.12.82, supplément spécial 82.51 bis.

TITRE IV - Droits et obligations inhérents à l'achèvement des travaux

Article 26 RECEPTION DES OUVRAGES OU TRAVAUX²⁰

Par dérogation aux articles 42.1 et 42.3 du CCAG, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend la forme d'une décision unique du maître d'ouvrage à destination de l'ensemble des titulaires et prend effet à la date de l'achèvement de l'ensemble des travaux.

Chaque entrepreneur avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'ouvrage aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

La procédure de réception se déroulera simultanément pour tous les lots concernés conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG suite aux opérations de réception.

La date de réception sera unique pour tous les lots, soit à la fin des travaux.

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à vingt (20) jours à compter de la date de réception de la lettre (ou autre moyen d'information par voie dématérialisée avec accusé réception) du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus...).

Conformément à l'article 41.4 du CCAG, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative.

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à **un (1) mois** à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, la personne signataire du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Le maître de l'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages définis par ordre de service, après réception partielle avec état des lieux contradictoires et établissement des PV et liste de réserves.

²⁰ Application des articles 41 et 42 du CCAG travaux, sauf dérogations expresses indiquées dans le présent CCAP.

Article 27 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION (DOE)

Par dérogation à l'article 40 alinéas 1 à 3 du CCAG-Travaux, le titulaire remettra (en 3 exemplaires électronique physique type USB) à la personne signataire du marché, le jour des opérations préalables à la réception les documents suivants :

- Les plans et autres documents conformes à l'exécution,
- Les fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa du maître d'ouvrage,
- La liste des matériaux et équipements ainsi que leur emplacement,
- Les documents demandés au CCTP et au CCAG,
- Les notes de calculs,
- Les rapports d'essais, d'autocontrôle, les attestations de fonctionnement,
- Les documents demandés par le Coordonnateur SPS pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (D.I.U.O.),
- Les PV coupe-feu

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'ouvrage.

Les documents à fournir après exécution par l'entrepreneur seront remis en quatre (4) exemplaires sur support papier et une version informatisée compatible avec les logiciels (Word, Excel, plans au format AUTOCAD (dwg) et fichiers en PDF (logiciel adobe Acrobat)) sur clé USB.

Une retenue forfaitaire, fixée à 3%, du montant forfaitaire du marché sans pour autant être inférieure à 760 euros est opérée jusqu'à la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, cités ci-dessus, en dérogation à l'article 40 alinéas 1 à 3 du CCAG. Cette retenue s'effectue dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Cette retenue ne peut être levée qu'après fourniture de la totalité des documents visés ci-dessus et acceptés par le maître d'ouvrage.

Article 28 GARANTIES

Le titulaire du présent marché doit trois types de garanties :

- la garantie de parfait achèvement ;
- la garantie biennale ;
- la garantie décennale.

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

28.1 Durée de garantie de parfait achèvement

La **durée de garantie de parfait achèvement** est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à un (1) an conformément à l'article 44-1 du CCAG-Travaux.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître d'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG-Travaux.

28.2 Durée de garantie de bon fonctionnement

La durée de **garantie de bon fonctionnement** est fixée à deux (2) ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du Code civil.

28.3 Garantie décennale

La **garantie décennale** couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du Code civil.

28.4 Garanties particulières :

Protection des structures métalliques, étanchéité, fermeture et fenêtre, espaces verts

25.4.1 - Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système d'enduit ou la peinture appliqué(e) sur les ouvrages ou parties d'ouvrages désignés par le CCTP, définit également le système ou la peinture employé(e).

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai de trois (3) ans à compter de la réception des travaux correspondants, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis au CCTG par le CCTP.

25.4.2 - Garantie particulière du système de protection des bois

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peintures, vernis, etc.) et son aspect pendant un délai de deux (2) ans, à compter de la réception des travaux correspondants.

25.4.3 - Garantie particulière de fonctionnement d'installations techniques

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage, pendant un délai de cinq (5) ans, à compter de la réception des travaux correspondants, contre tout défaut de fonctionnement des installations électriques.

Le remplacement des pièces défectueuses devra être effectué dans un délai maximum de quinze (15) jours.

En cas d'urgence, l'entrepreneur s'engage à intervenir dans un délai de 48 heures.

L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

Article 29 ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, qu'ils sont titulaires :

- d'une **assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;

- d'une **assurance responsabilité civile décennale** au titre de l'article L.241-1 du Code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;
- d'une **assurance de dommages aux biens meubles** de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise ;

par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, en complément des dispositions de l'article 9.1 du CCAG.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourront avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

En cas de chantier d'une durée supérieure à douze (12) mois, l'entreprise remettra une nouvelle attestation au cours du treizième mois.

Article 30 AUTRES PIECES A PRODUIRE

Les entrepreneurs devront produire **tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son terme** :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du Code de la Sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six (6) mois** (ou NOTI1).
- **lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, le candidat doit fournir **l'un des documents** mentionnés à l'article D.8222-5 du nouveau Code du travail (ou NOTI1) :
 - a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), **ou**
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, **ou**
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, **ou**
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- **la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail**, conformément aux articles D.8254-2, D.8254-3, D.8254-4, D.8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

Article 31 RESILIATION

Il sera fait application des dispositions du CCAG travaux, sauf l'article 46.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

31.1 Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité

La personne signataire du marché se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

31.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L.620 et suivants du code de commerce,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

31.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement ;
- b) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'ouvrage. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- c) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de quinze (15) jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

31.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 28-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'URSSAF,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte.
- Le titulaire entre dans le cas 50.3.1 e) CCAG Travaux

Article 32 MESURES COERCITIVES

Il sera fait application de l'article 48 du CCAG-Travaux.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 48.7 du CCAG s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au 2° de l'article 48.7.2 du CCAG. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits co-titulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des co-titulaires du mandataire défaillant, le maître d'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- si les autres co-titulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des co-titulaires du groupement ainsi réduit ;
- dans le cas contraire, la personne signataire du marché résilie la totalité du marché.

Article 33 AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Il ne sera pas fait application des dispositions des articles 46.2.2 et 49 du CCAG-Travaux.

Article 34 REGLEMENT DES LITIGES

Par dérogation aux articles 50.3 et 50.4 du CCAG-Travaux, pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article 15 de l'arrêté du 16 juin 2008 modifié portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale.

Article 35 CONFIDENTIALITE

Cf. Annexe n° 1 au présent document : Acte contractuel de confidentialité

Le titulaire et l'organisme qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'organisme, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître l'existence. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus public.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'impose, à lui, pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché. Le titulaire s'engage, par la signature de l'acte contractuel de confidentialité, à respecter les informations confidentielles.

Article 36 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
5.4	14.5	Règlement des prix
8.2	13.3	Projet de décompte final
8.3	13.4.2	Décompte général
11.3	3.6.1.2	Sous-traitance
14	10.4.4 et 46.2.1	Délais d'exécution
18.1	20.1	Pénalités de retard
22.5	8.1	Propriété industrielle
24	38	Contrôle des travaux
25	15.4.3	Augmentation des travaux

26	42.1 et 42.3	Réception globale
24	40 alinéas 1 à 3	Documents fournis après exécution
29	9.2	Assurances
31	46.2.1	Résiliation
33	46.2.2 / 49	Ajournement des travaux
34	50.3 et 50.4	Règlement des litiges